

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES ET SERVICES

Accord-cadre portant sur les prestations de nettoyage et d'entretien des locaux des sites rattachés à la Délégation Régionale Inserm Paris-IDF Centre Nord

Accord-cadre passé en procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles R.2124-1 à R.2124-2-1° et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la Commande Publique

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) commun à tous les lots

Inserm Délégation Régionale Paris-IDF Centre Nord

--

Service achats
Immeuble KADENCE
86, rue Regnault
75013 Paris

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE	3
ARTICLE 2 : FORME DU MARCHE	3
ARTICLE 3 : ALLOTISSEMENT	3
ARTICLE 4 : LIEUX D'EXECUTION	3
ARTICLE 5 : MONTANT DU MARCHE	4
ARTICLE 6 : DUREE DU MARCHE	5
ARTICLE 7 : DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
ARTICLE 8 : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	5
ARTICLE 9 : CLAUSE DE REEXAMEN	6
ARTICLE 10 : PRIX.....	6
10.1 - Forme et contenu du prix	6
10.2 - Modalités de variation des prix.....	6
10.3 – Clause de sauvegarde	7
ARTICLE 11 : MODALITES DE FACTURATION	7
ARTICLE 12 : MODALITES DE PAIEMENT.....	8
12-1 Avance	8
ARTICLE 13 : EXECUTION DES PRESTATIONS – OBLIGATIONS DU TITULAIRE	9
13.1 – Informations relatives au personnel à l'échéance du marché.....	9
13.2 – Obligations de conseil ou d'alerte	9
13.3 – Obligations d'information.....	9
13.4 –Obligations de confidentialité	9
13.5 – Service minimal	10
13.6 – Interlocuteurs du titulaire	10
13.7 – Calendrier des prestations	10
13.8 – Fourniture des consommables sanitaires	10
13.9 – Matériels du titulaire	10
13.10 – Biens.....	11
13.11 – Protection de l'environnement.....	Erreur ! Signet non défini.
13.12 Mesures sanitaires	Erreur ! Signet non défini.
ARTICLE 14 : RESPONSABILITE EXCLUSIVE DU TITULAIRE A L'EGARD DE SON PERSONNEL	11
14.1 – Tenues de travail	12
14.2 - Visites médicales d'embauche	12
14.3 Formation du personnel	12
ARTICLE 15 : MESURES DE SECURITE	12
ARTICLE 16 : PLAN DE PREVENTION	13
ARTICLE 17 : SOUS-TRAITANCE	16
ARTICLE 18 : OPERATIONS DE VERIFICATION	17
ARTICLE 19 : PENALITES	17
ARTICLE 20 : CESSATION D'ACTIVITE DU TITULAIRE.....	19
ARTICLE 21 : CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE	19
ARTICLE 22 : ASSURANCE	19
ARTICLE 23 : CONFIDENTIALITE	19
23.1 Protection des données à caractère personnel.....	19
23.2 L'open data.....	21
ARTICLE 24 : DIFFERENDS- LITIGES.....	21
ARTICLE 25 : RESILIATION	21
25.1. Résiliation pour faute du titulaire	21
25.2. Résiliation pour motif d'intérêt général.....	22
ARTICLE 26 : DEROGATIONS AU CCAG-FCS	22

ARTICLE 1 : OBJET DE L'ACCORD CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation des prestations de nettoyage et d'entretien des locaux ainsi que la fourniture des consommables sanitaires pour les sites rattachés à la Délégation Régionale Inserm Paris- IDF Centre Nord dont la liste est annexée au CCTP.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes 1 et 2.

ARTICLE 2 : FORME DE L'ACCORD CADRE

Il s'agit d'un accord-cadre comprenant une part forfaitaire pour les prestations récurrentes et une part à bons de commande pour les prestations ponctuelles.

La partie forfaitaire concerne :

- Le nettoyage courant des locaux tel que défini dans l'annexe 2 au CCTP (Partie I nettoyage courant tous sites);
- Les prestations de nettoyage spécifiques à certains sites tel que définies dans l'annexe 2 au CCTP (Partie II prestations spécifiques par site);
- La fourniture des consommables sanitaires.

La partie à bons de commande concerne les prestations ponctuelles identifiées dans le bordereau des prix unitaires. (Le lavage des vitres est traité à bon de commande).

L' accord-cadre est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la Commande Publique.

En application de l'article R.2162-4-2° du Code de la Commande Publique, il est conclu avec un minimum égal au prix global et forfaitaire pour la fourniture des prestations récurrentes de nettoyage décrites dans le cahier des clauses particulières et ses annexes ; ce montant global et forfaitaire est détaillé dans la décomposition du prix annexée à l'Acte d'Engagement.

ARTICLE 3 : ALLOTISSEMENT

L'accord-cadre est alloté par zone géographique comme suit :

LOT N° 1 : Prestations de nettoyage des locaux des unités INSERM des sites Cochin, Sainte Anne, HEGP et des locaux de la DR KADENCE

LOT N°2 : Prestations de nettoyage des unités INSERM des sites Bichat, Lariboisière, Beaujon, Saint Louis et Debré.

ARTICLE 4 : LIEUX D'EXECUTION

Les prestations s'effectuent dans les bâtiments situés aux adresses suivantes :

Pour le Lot n° 1 :

Site Hôpital Sainte-Anne

- Bâtiment IPNP : 102, rue de Santé – 75014 Paris

Site Hôpital Cochin

- Hôpital Cochin
- Bâtiment Méchain : 22 rue Méchain – 75014 Paris
- Bâtiment Cassini : 123 boulevard de Port Royal -75014 Paris

Site Hôpital Européen Georges Pompidou

- Hôpital Européen Georges Pompidou

- Centre de recherche PARCC : 56 rue Leblanc 75015 PARIS

Site DR KADENCE

- Immeuble Kadence

- DR PARIS IDF CENTRE NORD : 86 rue Regnault 75013 PARIS

Pour le Lot n° 2 :**Site Hôpital Bichat**

Hôpital Bichat

Bâtiment EST/OUEST

46 rue Henri Huchard, 75018 Paris

Site Hôpital Lariboisière

Hôpital Lariboisière

Bâtiment Viggo Petersen

2 rue Ambroise Paré

75010 Paris

Site Hôpital Robert Debré

Hôpital Robert Debré

Bâtiment Ecran

Étages 3, 4 et 6

48 Boulevard Serrurier

75019 Paris

Site Hôpital Saint-Louis

Hôpital Saint-Louis

Bâtiment Jean Bernard

14 rue de la Grange aux Belles

75010 Paris

Site Hôpital Beaujon

Hôpital Beaujon

Bâtiment Abrami

100 Boulevard du Général Leclerc

92100 Clichy

ARTICLE 5 : MONTANT DE L'ACCORD CADRE

Le marché est un accord-cadre sans montant minimum et avec un montant maximum annuel par lot.

Chaque lot du marché comprend :

- une part forfaitaire annuelle.
- et une part s'exécutant par l'émission de bons de commande.

Pour le lot 1 le montant maximum annuel du marché est de 500 000 € HT.

Pour le lot 2 le montant maximum annuel du marché est de 500 000 € HT

ARTICLE 6 : DUREE DE L'ACCORD CADRE

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée initiale d'un an à compter de la date de début d'exécution prévue dans l'ordre de service transmis au titulaire puis il est renouvelable trois (3) fois pour une durée d'un (1) an par tacite reconduction. La durée totale de l'accord-cadre ne pourra pas dépasser quatre (4) ans.

En cas de non reconduction de l'accord-cadre, la personne responsable des marchés en informe le titulaire par écrit deux (2) mois avant la fin de la période d'exécution en cours. La décision de non reconduction est notifiée par courrier recommandé avec demande d'avis de réception.

En application de l'article R2162-5 du Code de la Commande Publique, l'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché. Leur exécution doit être terminée au plus tard deux (2) mois suivant la fin du marché.

Les prestations de l'accord-cadre débuteront à la date de début d'exécution prévue dans l'ordre de service transmis au titulaire..

ARTICLE 7 : DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes et prévalent, en cas de contradiction, dans l'ordre de priorité suivant :

- L'Acte d'Engagement (ATTRI1) et ses annexes financières (DPGF et BPU) renseignés, datés et signés ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes 1 et 2 ;
- Le Cadre de Réponse Technique renseigné et complété par le candidat ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales – Fournitures Courantes et Services (C.C.A.G – F.C.S) * approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels avenants, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

Le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de tout texte, loi, décret, arrêté, et réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent accord-cadre.

Toute clause figurant dans les documents fournis par le titulaire, y compris les conditions générales de ventes du titulaire, contraire aux autres pièces du marché est réputée non écrite.

* Ces pièces générales, bien que non jointes au présent marché, sont réputées connues des parties.

ARTICLE 8 : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

L'accord-cadre est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande.

Mentions portées sur le bon de commande :

- La référence du marché et le lot ;
- La désignation des prestations à exécuter ;
- Le lieu d'exécution de la prestation ;
- Le montant total HT du bon de commande ;
- Le taux de TVA ;
- Le montant total TTC du bon de commande.

Emission des bons de commande :

Les bons de commande pour les prestations forfaitaires seront établis annuellement selon les prix indiqués dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) annexée à l'acte d'engagement.

Pour toute demande d'intervention ponctuelle, le service prescripteur adresse une demande écrite au titulaire. Le titulaire adressera au plus tard 5 jours ouvrés suivant la demande, un devis détaillant la nature de l'intervention, la quantité et le prix unitaire tel que mentionné dans le Bordereau des Prix Unitaires.

Les commandes de prestations ponctuelles sont engagées par le service prescripteur qui établira le bon de commande. Les bons de commande sont notifiés au titulaire au fur et à mesure des besoins. Les factures relatives aux prestations ponctuelles sont payables après service fait.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché, mais leur exécution doit être terminée au plus tard 2 mois suivant la fin de l'accord cadre.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à la constatation du service fait.

ARTICLE 9 : CLAUSE DE REEXAMEN

Le présent accord-cadre pourra faire l'objet de modifications, quelque soit leur montant, conformément aux dispositions de l'article R.2194-1 du Code de la Commande Publique.

Cette clause concerne notamment :

- Les prestations forfaitaires en fonction notamment de l'évolution des surfaces à prendre en charge : augmentation ou diminution des surfaces à prendre en charge.
- La modification de la périodicité des différentes prestations forfaitaires
- L'ajout de certaines prestations occasionnelles

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'engagent à s'entretenir pour discuter de l'incidence financière des modifications à apporter.

En cas d'accord, la demande de révision est acceptée et prend la forme d'un avenant.

En cas de suppression partielle de prestations forfaitaires, le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 10 : PRIX

10.1 - Forme et contenu du prix

Les prix de l'accord-cadre sont les prix exprimés en Euros (€) HT et TTC, mentionnés dans les décompositions du prix global et forfaitaire (DPGF) pour les prestations forfaitaires et le bordereau des prix unitaires (BPU) pour les prestations ponctuelles.

La TVA est appliquée au taux légal en vigueur à la date d'exécution des prestations.

Le titulaire ne peut en aucun cas se prévaloir d'une erreur d'appréciation pour obtenir une modification des prix de l'accord-cadre.

Les prix indiqués dans la DPGF et le BPU comprennent toutes les dépenses de main d'œuvre, fournitures et transports nécessaires, tous les frais généraux, bénéfices, frais, charges sociales ou fiscales et taxes diverses ainsi que tous les frais relatifs à l'exécution des prestations de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'y ajouter.

10.2 - Modalités de variation des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant au mois de la date limite de remise des offres.

Les prix sont fermes la première année de l'accord-cadre puis ils pourront être révisés annuellement à la date anniversaire de démarrage des prestations par application de la formule suivante :

$$P = P_0 \times [0,15 + (0,85 \times I / I_0)]$$

dans laquelle :

P est le prix révisé,

P₀ est le prix € initial HT figurant à la DPGF et au BPU dans l'offre du titulaire ou le dernier prix révisé

I est la valeur de l'indice INSEE Identifiant 010766785) – (Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 81.21 – Nettoyage courant, marché public) publié le plus récemment à la date de demande de la révision des prix.

I₀ est la valeur de l'indice INSEE (Identifiant 010766785) – (Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 81.21 – Nettoyage courant, marché public) du mois de la date limite de réception des offres.

Après mise en œuvre de la formule, l'indice de révision ainsi obtenu sera arrondi à la troisième décimale comme suit : si la quatrième décimale est inférieure à 5, la troisième décimale est inchangée ; si la quatrième décimale est supérieure ou égale à 5, la troisième décimale est augmentée d'une unité.

Cette formule d'ajustement est exclusive de toute autre.

En cas de changement par l'INSEE (ou par un organisme habilité) de la dénomination et/ou de la base de calcul d'un indice avec ou sans coefficient de raccordement associé, ce changement s'applique automatiquement et sans formalité.

Le titulaire transmet le détail du calcul de la révision de prix à l'adresse mail suivante : achats.dr-idfcn@inserm.fr, au plus tard **deux (2) mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre**. Au-delà de ce délai, plus aucune révision de prix ne sera acceptée pour l'année en cours.

10.3 – Clause de sauvegarde

Dès lors que la révision des prix conduit à une augmentation supérieure à 3% du prix initial ou du dernier prix révisé, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier l'accord cadre sans indemnité pour la partie non exécutée des prestations.

ARTICLE 11 : MODALITES DE FACTURATION

Les prestations à prix forfaitaire, objet du présent accord-cadre sont considérées comme s'exécutant de façon continue. Elles feront l'objet d'une facturation mensuelle à terme échu selon le prix global et forfaitaire indiqué en annexe n°1 à l'acte d'engagement.

Les prestations occasionnelles hors forfait font l'objet d'une facturation séparée de celle des prestations forfaitaires. Le montant de la facture doit correspondre exactement au montant du bon de commande correspondant.

Les factures indiquent, outre les mentions légales, les informations suivantes :

- **Le numéro de SIRET** identifiant le site de facturation de l'INSERM (14 caractères) *
- **Le code de service** permettant d'identifier la structure donneuse d'ordre (code alphanumérique) *
- **Le numéro d'engagement** correspondant au bon de commande (10 caractères numériques commençant par le millésime) *;
- Les noms et adresse du créancier ;
- **Le numéro du compte bancaire** ou postal tel qu'il est précisé dans l'acte d'engagement ;
- Le numéro du marché ;

- La désignation des prestations exécutées ;
- La quantité de prestations exécutées ;
- L'adresse du site ;
- Le montant HT des prestations exécutées ;
- Les taux et montant de la TVA en vigueur ;
- Le montant TTC des prestations exécutées.

Le titulaire et le cas échéant, ses sous-traitants bénéficiant du paiement direct doivent obligatoirement adresser leurs factures sous format électronique sur le portail Chorus Pro, accessible par internet à l'URL : <https://choruspro.gouv.fr>

Les informations à faire figurer dans l'entête de la demande de paiement sont :

- Le numéro de Siret * : 180 036 048 02425
- Le Code service* :
- Le numéro d'engagement juridique* (= le numéro du bon de commande Inserm).

*Ces informations se trouvent dans le cadre « Références à rappeler dans Chorus Portail Pro » du bon de commande Inserm.

S'informer sur Chorus Portail Pro : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

ARTICLE 12 : MODALITES DE PAIEMENT

L'Inserm se libérera des sommes dues par virement au compte précisé à l'acte d'engagement. Le délai de paiement des sommes dues au titre du présent accord-cadre est de 30 jours, conformément à l'article R.2192-10 du Code de la Commande Publique, à compter de la date de réception de la demande de paiement formulée par le titulaire auprès de l'ordonnateur de la dépense ou à compter de la date d'exécution des prestations dudit accord-cadre lorsqu'elle est postérieure à la réception de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans le délai prévu fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire dont le taux est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, en sus des intérêts moratoires, de 40 €.

Le Comptable assignataire de la dépense chargé du paiement est l'Agent Comptable Secondaire de la Délégation Régionale Inserm Paris-IDF Centre Nord joignable à l'adresse mail suivante : acs.dr-idfcn@inserm.fr

• **Avance**

Sauf renonciation du titulaire portée à l'acte d'engagement, une avance de 5 % de la part forfaitaire pourra être versée dans les conditions prévues aux articles R.2191-3 à R.2191-13 du Code de la Commande Publique.

L'avance est calculée comme suit :

- Lorsque le marché est d'une durée inférieure ou égale à 12 mois, le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant initial TTC du marché public ;
- Lorsque le marché est d'une durée supérieure à 12 mois, le montant de l'avance est fixé à 5 % d'une somme égale à 12 fois le montant initial TTC du marché public divisé par la durée exprimée en mois.

Toutefois le taux de l'avance est porté à 20 % lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance n'est pas révisable.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R.2191-11 et R.2191-12 du code de la commande publique.

ARTICLE 13 : EXECUTION DES PRESTATIONS – OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications définies dans les documents de l'accord-cadre et particulièrement le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant l'accord-cadre.

Les prestations devront être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord-cadre.

13.1 – Informations relatives au personnel à l'échéance du marché

Dans un délai d'un (1) mois à compter de la réception de la demande de l'Inserm, le titulaire transmet les informations relatives au personnel à reprendre, à savoir :

- La masse salariale des personnels à reprendre ;
- Le nombre de salariés à reprendre et leur équivalent temps plein ;
- La nature des contrats à reprendre ;
- Les avantages dont disposent les personnels ;
- L'expérience des personnels à reprendre ;
- La qualification des personnels à reprendre ;
- Le site de l'acheteur sur lequel travaillent les personnels à reprendre.

13.2 – Obligations de conseil ou d'alerte

Le titulaire a un devoir de conseil ou d'alerte s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglements, dysfonctionnements, dangers potentiels au titre de ses prestations. Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

13.3 – Obligations d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'Inserm tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

13.4 – Obligations de confidentialité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'Inserm, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l' accord-cadre aux torts du titulaire.

13.5 – Service minimal

En cas d'arrêt de travail de son personnel, **le titulaire doit informer l'Inserm dans un délai de 48 heures** (jours ouvrés) sur les mesures prises par lui et à ses frais et risques pour assurer la continuité des prestations.

L'exécution normale du service ne sera pas interrompue pendant la période éventuelle de fermeture de l'entreprise du titulaire.

La grève n'exonère pas le titulaire de ses obligations contractuelles, il lui appartient de trouver des solutions pour garantir la continuité de service en respectant les obligations de l'Inserm.

Tout manquement fera l'objet d'une mise en demeure et pourra constituer un cas de résiliation de l' accord-cadre aux torts du titulaire.

13.6 – Interlocuteurs du titulaire

Le titulaire s'engage à indiquer dans son offre :

- Un numéro de téléphone et une adresse mail afin que l'Inserm puisse le joindre facilement pendant les horaires de travail (9h - 17h du lundi au vendredi) ;
- Le nom et les coordonnées précises (nom, adresse, téléphone, adresse électronique) des personnes Le nom et les coordonnées précises (nom, adresse, téléphone, adresse électronique) des personnes chargées des suivis administratifs.

13.7 – Calendrier des prestations

Le titulaire doit soumettre à l'Inserm, un mois au plus tard après la notification de l'accord-cadre, le calendrier mensuel des prestations. Ce calendrier mensuel doit être mis à jour périodiquement suivant l'expérience acquise sur le site et le degré de satisfaction des usagers.

L'Inserm se réserve en outre la possibilité de définir des consignes spécifiques complémentaires, portant sur les horaires et l'organisation générale des prestations. Cette adaptation ne change pas les conditions financières et administratives du marché.

13.8 – Fourniture des consommables sanitaires

Le titulaire a la charge de la fourniture des consommables et produits d'entretien nécessaires à l'exécution des prestations, dans les conditions définies au CCTP et de ses annexes.

Ils comprennent notamment : consommables sanitaires, chiffons, balais, seaux presse, sacs poubelles, produits de nettoyage des sols, des vitreries et des appareillages divers..

Le titulaire fournit à son personnel et sous sa seule responsabilité le matériel courant ou spécialisé nécessaire à l'exécution des prestations. Le titulaire veille à ce que son personnel n'utilise pas l'outillage et les matériels appartenant à l'Inserm.

Les produits de nettoyage utilisés sont conformes à la législation et aux normes environnementales en vigueur.

13.9 – Matériels du titulaire

Le titulaire doit fournir à l'Inserm, dans un délai d'un mois à compter de la notification de l' accord-cadre, la liste des matériels et produits proposés pour l'exécution des prestations.

Les produits doivent être conformes à la réglementation en vigueur en matière de biodégradabilité des éléments tensioactifs et aux normes environnementales.

Il doit fournir également une notice détaillée précisant la provenance, l'origine et la composition de chaque produit. Un procès-verbal d'essai précisant le potentiel hydrogène (pH) et certifiant la conformité des produits à la réglementation en vigueur est annexé à cette notice.

Les matériels doivent être tenus en parfait état d'utilisation. Le titulaire devra les présenter sur simple demande verbale pour vérification de conformité avec les normes et règlements de sécurité en vigueur.

L'Inserm se réserve le droit d'interdire les produits dont l'utilisation serait susceptible de provoquer des dégradations ou de compromettre la sécurité des usagers ou des employés du titulaire.

Tout produit rebuté doit être retiré et remplacé aux frais du titulaire.

Tout matériel défectueux doit être mis hors service et remplacé aux frais du titulaire.

Le titulaire devra veiller à ce que les matériels ou accessoires ne restent pas entreposés hors des locaux de rangement mis à la disposition par l'Inserm.

Le branchement simultané de plusieurs appareils électriques sur la même prise, même par l'intermédiaire de fiches multiples sera interdit ainsi que tout branchement sur les circuits dédiés à l'informatique ou aux appareillages destinés aux recherches.

Les échafaudages doivent être conformes à la réglementation. Les matériels ne doivent en aucun cas, être en contact direct avec les parois. Les extrémités supérieures des échelles et escabeaux seront protégés, leurs pieds seront munis de patins protecteurs.

Tout dommage causé aux installations et équipements du fait de ces appareils ou produits est à la charge du titulaire.

13.10 – Biens

Toutes précautions sont prises pour que l'état des meubles, immeubles, aménagements, machines, etc... ne soit pas altéré par les opérations de nettoyage et en particulier par la projection de produits.

Le lavage des sols est effectué de façon à éviter le mouillage des boîtiers électriques et l'altération des caractéristiques des sols.

Il est rigoureusement interdit au personnel du titulaire de manipuler, pour quelque raison que ce soit, les appareils et matériels se trouvant dans les locaux.

Le nettoyage du matériel informatique reste à la charge de l'Inserm.

Les portes doivent être fermées et les lampes doivent être éteintes dès achèvement des prestations.

ARTICLE 14 : RESPONSABILITE EXCLUSIVE DU TITULAIRE A L'EGARD DE SON PERSONNEL

Le personnel affecté par le titulaire à l'exécution des prestations, objet du présent accord-cadre demeure en toutes circonstances et en tout lieu placé sous l'autorité, la direction et la surveillance exclusive du titulaire.

Il est soumis aux dispositions de la convention collective applicable à l'activité du titulaire. Il est rémunéré par ce dernier et bénéficie des mêmes droits et avantages que ses autres collaborateurs, y compris au regard des institutions du personnel du titulaire.

L'Inserm ne peut être amené à lui dispenser des directives techniques que dans la limite de ce qui est nécessaire à la prise en compte de son environnement et des bonnes liaisons avec sa propre organisation.

Le personnel du titulaire est soumis aux règlements intérieurs de l'Inserm, en particulier aux règles d'accès et de circulation qui lui seront communiquées.

Seuls devront être utilisés par le personnel de l'entreprise les parcours, accès et locaux désignés, étant entendu qu'il est formellement interdit de pénétrer ou circuler, sous quelque prétexte que ce soit dans les autres zones.

Le titulaire est responsable des accidents et vols du fait de son personnel.

De même, les dégâts de toute nature produits à l'occasion de son intervention sur site seront à sa charge. Dans tous les cas, la remise en état doit se faire de façon à ne pas retarder l'avancement des prestations, quelle que soit l'action exercée par ailleurs auprès des compagnies d'assurances.

Nonobstant de ce qui précède et afin de respecter leur propre sécurité et celle des tiers, le personnel du titulaire réalisant les prestations est soumis aux règles d'hygiène et de sécurité et aux règles d'organisation applicables dans les locaux de l'Inserm.

14.1 – Tenues de travail

Le personnel devra effectuer les opérations de nettoyage prévues au présent accord-cadre dans une tenue propre et adaptée, mise à disposition et entretenue par le titulaire du marché. Chaque agent devra avoir à sa disposition un nombre de tenues suffisant pour garantir une tenue propre quotidiennement. Ce point est également exigé pour le personnel en remplacement d'un agent absent.

14.2 - Visites médicales d'embauche

Il est rappelé que le titulaire doit obligatoirement soumettre à une visite médicale d'embauche tout nouvel agent, avant sa prise de fonction ou au plus tard avant la fin de la période d'essai. Il soumet par ailleurs son personnel aux examens médicaux périodiques prévus par la législation en vigueur. Les dates de ces examens, l'identité des agents et la conclusion du médecin du travail sur leur aptitude physiques sont consignés par le titulaire sur un registre spécial.

14.3 Formation du personnel

Le titulaire forme et maintient à niveau l'ensemble de son personnel en matière d'hygiène et de sécurité.

ARTICLE 15 : MESURES DE SECURITE

Toute personne relevant du titulaire est soumise à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations. L'Inserm et le titulaire s'engagent à respecter les dispositions légales en vigueur en matière d'hygiène et de sécurité.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à respecter les dispositions légales portant sur les conditions de travail et sur la durée du travail effectuée, selon un cycle continu. De la même façon l'Inserm s'engage à ne pas faire obstacle à l'application desdites prescriptions et dispositions.

Le titulaire devra instruire l'ensemble de son personnel de tous les impératifs et règles de sécurité prévus par la législation du travail et notamment les doter des équipements prévus par la réglementation hygiène et sécurité. Les portes coupe-feu ne devront pas être obturées ni encombrées.

Dès le début du marché, le titulaire devra communiquer à l'Inserm les fiches techniques de tous les produits d'entretien utilisés.

Des clés sont confiées au titulaire pour l'exécution des prestations. En cas de perte, le remplacement des clés et des serrures sera à la charge du titulaire.

Les portes des bureaux, salles de réunions, etc, devront être refermées à clé après chaque intervention, sauf prescription différente de l'Inserm.

ARTICLE 16 : PLAN DE PREVENTION

Le titulaire doit se conformer parfaitement à l'ensemble des dispositions prévues par le Code du Travail et par la réglementation en vigueur à la date d'exécution des prestations, l'application des dites dispositions relevant totalement de la responsabilité du titulaire.

L'Inserm établit, en concertation avec le titulaire, un plan de prévention dans les 30 jours suivant la notification du présent accord-cadre. Il indique de façon précise et détaillée :

- les mesures prévues pour intégrer la sécurité à l'égard des principaux risques encourus par le personnel tant dans les modes opératoires lors de leur définition que dans les différentes phases d'exécution des travaux. Il explicite en particulier les moyens de prévention concernant, d'une part, les chutes de personnel et de matériaux, d'autre part, les circulations verticales et horizontales d'engins ;
- les mesures concourant à une bonne hygiène de travail.

L'Inserm peut s'assurer à tout moment que les mesures de prévention sont bien appliquées et se réserve le droit de faire arrêter les prestations en cas d'infraction.

ARTICLE 17 : PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché sur demande de l'Inserm.

Le Titulaire fera ses meilleurs efforts pour réduire l'impact écologique des prestations fournies au titre du Marché, notamment :

Politique d'achat :

Le titulaire proposera des consommables sanitaires et des produits d'entretien écoresponsable et recyclables.

A ce titre le Titulaire doit sélectionner en priorité des fournisseurs et des fabricants ayant pris des engagements vis-à-vis du développement durable et privilégier :

- les produits recyclables et/ou limitant les consommations d'énergie,
- les produits possédant l'Écolabel européen et/ou certifiés NF environnement,
- les fournisseurs certifiés ISO 14001.

Le titulaire fournira dans le CRT (cadre de réponse technique) la liste des produits utilisés ainsi que les informations précisant qu'ils respectent les spécifications environnementales.

Déplacements :

Pour se déplacer sur les différents sites de l'Inserm, le Titulaire proposera des déplacements à pieds, avec des véhicules à propulsion humaine ou en transports en commun.

Si l'utilisation de véhicules individuels est indispensable, le parc servant à l'exécution des prestations comprend de préférence des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique, au gaz de pétrole liquéfié (GPL), au gaz naturel pour véhicules (GNV), à l'hydrogène ou encore des véhicules hybrides (mixtes électriques et essence) conformes aux normes en vigueur.

Les véhicules relèvent de la vignette Crit'Air1.

Dans le cas de recours à une prestation externe de livraison ou à la location de véhicules pour l'exécution des prestations objet du présent marché, le Titulaire s'engage à ce que les véhicules utilisés respectent les prescriptions décrites ci-dessus.

Le Titulaire communique au pouvoir adjudicateur à tout moment sur simple demande, les justificatifs relatifs aux modes de déplacement utilisés (cartes grises des véhicules avec mention de la catégorie Crit'Air, abonnement, titre de transport...). Des contrôles pourront être opérés notamment lors de la présence de véhicules ou de personnes sur l'un des sites d'exécution de la prestation objet du présent marché.

Optimisation de la gestion des déchets :

Le titulaire assure le conditionnement, l'enlèvement et la destruction de tous les déchets (matériels, matériaux, équipements et matériels usagés) générés dans le cadre de l'exécution des prestations.

Le titulaire est également responsable de collecte des déchets triés par l'Inserm.

Formation

Le titulaire doit veiller à la formation du personnel de nettoyage au respect des consignes de collecte sélective des déchets et au respect des exigences environnementales notamment en ce qui concerne les économies d'eau et d'énergie

ARTICLE 18 : CLAUSE D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause d'insertion par l'activité économique constitutive d'une condition d'exécution.

Cette clause est applicable aux 2 lots du présent marché.

L'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Les publics visés

- Les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage)
- Les allocataires du RSA (Revenu de Solidarité Active) ou leurs ayants droit
- Les allocataires de l'AAH (Allocation Adulte Handicapé), de l'ASS (Allocation de Solidarité Spécifique), de l'AV (Allocation Veuvage)
- Les personnes percevant une pension d'invalidité
- Les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du Code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi

- Les jeunes de moins de 26 ans, de niveau infra 5, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP, et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois, les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ou sous contrat EPIDE, dans un parcours de l'Ecole de la Deuxième Chance (E2C)
- Les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées, ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Défense 2ème chance »
- Les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet
- Les personnes placées sous mains de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire / régie des établissements pénitentiaires (SEP / RIEP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire
- Les Réfugiés statutaires
- Les Primo-arrivants de droit commun en France depuis moins de 5 ans
- Les Demandeurs d'asile

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de l'établissement, être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

Les bénéficiaires de l'action d'insertion devront impérativement relever de ces catégories.

Le volume horaire de travail minimum suivant leur est obligatoirement réservé :

Nombre d'heures d'insertion à réaliser par année d'exécution du marché

Lot 1 : 150 heures

Lot 2 : 150 heures

Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion

L'attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus. Les actions prévues doivent être proposées par le titulaire entre la date de notification du présent marché et la fin du premier trimestre d'exécution.

L'attributaire désignera un responsable qui sera l'interlocuteur privilégié de l'établissement pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Cet objectif peut être réalisé en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après ;

- **1ère modalité : l'embauche directe par l'entreprise**
 1. L'entreprise peut recruter notamment en contrat à durée indéterminée [CDI], en contrat à durée déterminée [CDD] ou par le biais de contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) des publics définis préalablement.
 2. Les heures travaillées des personnes embauchées en CDI par l'entreprise attributaire, pourront être comptabilisées pour l'exécution de la clause sociale d'insertion, pendant toute la durée

restante du marché, pour une période maximale de 4 ans (période entre la date d'embauche en CDI et la fin du marché).

Un tuteur sera nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise attributaire et pour assurer leur suivi en liaison avec l'établissement.

- **2ème modalité : la mise à disposition de salariés**

L'entreprise peut faire appel à un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion pendant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une Association intermédiaire ou d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification.

- **3ème modalité : le recours à la sous-traitance** ou à la cotraitance avec une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou d'une Entreprise adaptée.

L'entreprise peut sous-traiter ou co-traiter des prestations en lien avec l'objet du marché à une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou une Entreprise adaptée.

Les modalités de contrôle de l'action d'insertion

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par l'établissement.

A la demande de l'établissement, le titulaire fournit, à date fixe (31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre) et avant le 15 du mois suivant, tous les renseignements qui permettent le contrôle de l'exécution et l'évaluation des actions réalisées au cours du trimestre conformément à la liste qui lui a été fournie.

Ces éléments sont envoyés à achats.dr-idfcn@inserm.fr

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 21 du CCAP.

En tout état de cause, le prestataire doit informer l'établissement, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement d'insertion. Dans ce cas, l'établissement étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

A l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées pendant l'exécution du marché.

ARTICLE 19 : SOUS-TRAITANCE

L'accord-cadre inclut la possibilité au titulaire de recourir à la sous-traitance sur une partie des prestations objet du présent accord-cadre.

En cas de sous-traitance, le titulaire se conformera aux exigences des articles R. 2193-1 à R. 2193-22 du Code de la Commande Publique.

Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations qu'à condition d'avoir obtenu de l'Inserm l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Pour chaque sous-traitant présenté en cours d'exécution du marché, le titulaire doit adresser à l'Inserm (Délégation Régionale Paris-IDF Centre Nord) en envoi recommandé avec avis de réception postal ou contre récépissé, un dossier de demande comprenant :

- Une déclaration spéciale signée par le sous-traitant et le titulaire en utilisant l'imprimé DC4 élaboré par la direction des affaires juridiques du ministère de l'Économie et disponible sur site internet à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> ou un document mentionnant : la nature des prestations dont la sous-traitance est prévue ; le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ; le montant prévisionnel des

sommes à payer directement au sous-traitant ; les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance ; et comportant la déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions d'accéder aux marchés publics ;

- Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant ;
- Les documents permettant d'établir qu'aucune cession ou nantissement de créance ne fait obstacle au paiement direct du sous-traitant.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatés par la signature de l'acte spécial par le représentant de l'acheteur.

Les obligations qui incombent au titulaire dans ce cadre s'appliquent de droit aux sous-traitants. Le titulaire s'engage à les leur communiquer.

En cas de sous-traitance, le titulaire restera seul responsable vis-à-vis de l'exécution des parties sous-traitées. À ce titre, les défaillances des sous-traitants relevant du non-respect de leurs engagements ou de la cessation d'activité sont traitées comme des défaillances du titulaire.

Lorsque le montant de la sous-traitance est supérieur ou égal à 600 € TTC, le sous-traitant est payé directement par l'acheteur.

Les personnels réalisant les prestations devront pouvoir à tout moment prouver, sur simple demande de l'Inserm, qu'ils sont bien dûment employés par le titulaire du marché, soit par un sous-traitant qui aurait été accepté par l'Inserm.

ARTICLE 20 : OPERATIONS DE VERIFICATION

Le titulaire veille à ce que les prestations soient correctement exécutées. A cet effet, il s'engage à fournir, des tableaux de bords et des fiches de contrôle qualité pertinents, permettant la traçabilité et le suivi des prestations.

L'Inserm effectuera régulièrement des contrôles des prestations de manière contradictoire avec l'agent d'encadrement affecté au site mais également de manière aléatoire et inopinée.

A tout moment, une réunion pourra être provoquée à l'initiative de l'Inserm, afin de faire le point sur l'exécution des prestations ou de traiter des éventuels problèmes de fonctionnement ou d'organisation. Le titulaire est tenu de s'y rendre.

ARTICLE 21 : PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le montant des pénalités ainsi établies viennent en déduction des paiements à effectuer au titre des factures émises.

Niveau de qualité des prestations insatisfaisant lors d'un contrôle contradictoire (selon les critères : aspect, confort, hygiène décrits au CCTP)	150 € HT par contrôle insatisfaisant.
Prestation non exécutée ou partiellement exécutée	100 € HT par manquement constaté
Défaut d'entretien de matériel, machine de nettoyage, nécessaire à l'exécution des prestations	100 € HT par manquement constaté
Absence ou non remplacement en cas de panne de matériel, machine de nettoyage, nécessaire à l'exécution des prestations, ou non rangement de matériel et produits	100 € HT par jour d'absence de matériel/machine de nettoyage à compter du jour de signalement par l'Inserm au titulaire 100 € HT par manquement constaté pour non rangement de matériel et produit
Absence de réparation ou de remplacement définitif d'un appareil distributeur de consommables sanitaires en panne	100 € HT par jour, au-delà de 3 jours ouvrés de non-action à compter de la panne signalée par l'Inserm ou constatée par le titulaire
Non approvisionnement ou non mise en place des consommables sanitaires (papier toilette, savon, essuie mains, etc.)	100 € HT par jour de retard sur un bâtiment à compter de la rupture de consommables sanitaires 100 € HT par manquement constaté pour la non mise en place des consommables sanitaires
Absence de personnel non remplacé	100 € HT par jour d'absence et par personne à compter du premier jour d'absence
non-respect du planning des interventions	100 € HT par jour calendaire de retard
Non actualisation de la liste du personnel	150 €
Absence non justifiée aux réunions demandées par l'Inserm	100€ HT par manquement constaté
Non-respect des règles de sécurité et d'accès aux locaux définies au présent CCAP ou plus généralement par la législation du travail	100 € HT par infraction constaté.
Non-conformité des produits et matériels par rapport aux fiches techniques fournies par le titulaire	200 € HT sera appliquée à chaque manquement constaté à cette obligation
Non-respect par l'entreprise attributaire des obligations relatives au nombre d'heures minimum d'insertion à réaliser	100 € HT par heure d'insertion non réalisée conformément aux dispositions de l'article 18 du CCAP.
Non-transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution des actions d'insertion	75 € HT par jour de retard à compter de la mise en demeure par l'établissement.
Non-respect de ses engagements en matière de protection de l'environnement	pénalité forfaitaire de 200 € HT par manquement par rapport aux dispositions comprises dans la partie 6 du CRT du titulaire

Les pénalités sont forfaitaires, non révisables et cumulables.

ARTICLE 22 : CESSATION D'ACTIVITE DU TITULAIRE

Dans le cas où les activités du titulaire seraient cédées à une autre société, cette dernière serait obligatoirement tenue de poursuivre l'accord-cadre en cours d'exécution, aux mêmes conditions d'engagement conformément aux dispositions de l'article R.2194-6 du Code de la Commande Publique.

Toute cession doit être signifiée à l'Inserm dans un délai d'un (1) mois avant sa date d'effet par tous moyens permettant d'attester sa bonne réception. Un avenant de transfert sera alors passé afin que la nouvelle société puisse continuer à exécuter les prestations de l'accord-cadre.

ARTICLE 23 : CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu de notifier à l'Inserm avec présentation de pièces justificatives, tout changement de situations juridique, bancaire ou postale.

ARTICLE 24 : ASSURANCE

Le titulaire reconnaît être assuré en responsabilité civile, d'exploitation et professionnelle de manière à couvrir les conséquences pécuniaires pour l'Inserm des dommages corporels, matériels et immatériels dont le titulaire aurait à répondre, dommages causés par tout événement et qui serait notamment le fait de ses collaborateurs lors de l'exécution des prestations.

Cette assurance est souscrite auprès d'une compagnie d'assurance agréée et doit être maintenue pendant toute la durée du présent marché, elle couvrira entre autres :

- toute faute du titulaire ;
- les préjudices physiques et dommages causés aux biens mobiliers et immobiliers ;
- les coûts de mise en œuvre de mesures palliatives rendues nécessaires suite à l'incapacité du titulaire pour assurer les prestations qu'il est tenu d'exécuter dans le cadre du présent marché
- les actes de malveillance, etc.

Sur demande de l'Inserm, une attestation de la police souscrite et des justificatifs de renouvellement de ladite police devront être fournis.

ARTICLE 25 : CONFIDENTIALITE

25.1 Protection des données à caractère personnel

a) Obligations des parties

Certaines données transmises par le pouvoir adjudicateur au titulaire en application du présent accord-cadre constituent des données à caractère personnel.

Chaque partie au présent accord-cadre est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du présent accord-cadre et ce durant tout le temps où ceux-ci produiront ses effets entre les présentes parties.

La réalisation des prestations par le titulaire doit ainsi respecter l'ensemble des exigences liées à la protection des données personnelles conformément aux dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et du règlement européen n°2016/679 sur la protection des données.

Le pouvoir adjudicateur, en sa qualité de responsable de traitement et le titulaire, en sa qualité de sous-traitant assurent et préservent la sécurité, la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience des systèmes de traitement et des données contenues.

b) Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à ne traiter des données transmises que pour les seules finalités décrites dans le présent accord-cadre, conformément aux modalités exposées par le présent accord-cadre et à toutes instructions complémentaires données par le pouvoir adjudicateur.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation d'une disposition en vigueur, il en informe immédiatement le pouvoir adjudicateur.

Le cas échéant, le titulaire collabore avec le pouvoir adjudicateur pour la réalisation d'analyses d'impacts relatives à la protection des données.

Le titulaire veille à ce que les personnels autorisés à traiter les données à caractère personnel s'engagent à en respecter la confidentialité ou soient soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le titulaire s'oblige à prendre toutes précautions utiles afin de les protéger contre toute destruction accidentelle ou illicite, perte, altération, diffusion et de garantir que les données ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement et atténuer les éventuelles conséquences négatives d'une faille de sécurité.

Il met à la disposition du pouvoir adjudicateur toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues au présent article et pour permettre la réalisation d'audits par le pouvoir adjudicateur ou tout auditeur dûment mandaté par lui.

Le titulaire s'engage à communiquer au pouvoir adjudicateur dans les meilleurs délais, et sous 48 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes sur le traitement des données personnelles ou sur le fonctionnement du système de traitement. Il lui fournit notamment toute information relative à la nature de la violation, au nombre de personnes concernées, aux catégories et au nombre d'enregistrements de données à caractère personnel concernés, ainsi qu'aux conséquences probables de la violation, aux mesures prises pour y remédier et atténuer les éventuelles conséquences négatives. Il conserve en outre tout document relatif à la violation de données, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Par ailleurs, il s'engage à coopérer avec le pouvoir adjudicateur, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, dans toute la mesure du possible, à permettre l'exercice, par les personnes concernées, de leurs droits d'accès, d'opposition, de rectification ou de suppression prévus par la réglementation.

Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations à une autre entité ni procéder à une cession du présent accord-cadre sans l'accord écrit préalable du pouvoir adjudicateur et dans le respect de la réglementation applicable. Dans ce cas, le sous-traitant du titulaire est tenu de respecter les obligations présent accord-cadre .

Il appartient au titulaire de s'assurer que son sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences des dispositions en vigueur. Le titulaire demeure pleinement responsable devant le pouvoir adjudicateur des éventuels manquements de son sous-traitant en matière de protection des données.

En cas de changement de sous-traitance ayant un impact sur les données à caractère personnel et sur le niveau d'engagement du titulaire au titre du présent accord-cadre, ce dernier s'engage à le notifier au pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais.

Le traitement des données ne peut être localisé en dehors de l'Union européenne, sans être en stricte conformité avec les obligations énoncées dans les clauses contractuelles types de la Commission européenne ou de la CNIL applicables au transfert de données.

Le cas échéant, le titulaire communique au pouvoir adjudicateur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données.

En cas de manquement à ces dispositions, la responsabilité du titulaire pourra être engagée, sans préjudice d'éventuelles actions récursoires pour les dommages qui lui sont imputables.

25.2 L'open data

Dans le cadre d'une démarche Open data, conformément à la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 codifiée dans le code des relations entre le public et l'administration, ainsi que dans la perspective de l'application de la directive 2013/37/UE du 26 juin 2013 modifiant la directive du 2003/98/CE concernant la réutilisation des informations du secteur public, le titulaire de l'accord-cadre fournit au pouvoir adjudicateur, dans des standards ouverts (c'est-à-dire selon l'article de la LCEN du 21 juin 2004 « tout protocole de communication, d'interconnexion ou d'échange et tout format de données interopérable et dont les spécifications techniques sont publiques et sans restriction d'accès ni de mise en oeuvre ») tels que les formats de type .CSV, .ODS, .XML, .KML, .SHP, les données et bases de données collectées ou produites à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre.

Il autorise par ailleurs le pouvoir adjudicateur, ou un tiers désigné par celui-ci, à extraire et exploiter librement tout ou partie de ces données et bases de données notamment en vue de la mise à disposition à titre gratuit des informations publiques à des fins de réutilisation à titre gratuit ou onéreux.

Sont expressément exclues de cette démarche les données personnelles ainsi que celles sur lesquelles des tiers détiennent des droits de propriété intellectuelle.

L'accès à ces données pourra se faire notamment sous une licence de réutilisation publique, qui précise les droits et obligations rattachés aux données.

ARTICLE 26 : DIFFERENDS- LITIGES

Toute difficulté dans l'interprétation ou l'exécution du présent accord-cadre, qui ne pourrait être surmontée d'un commun accord, est soumise au Tribunal Administratif de Paris.

En aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre l'Inserm d'une part et le titulaire d'autre part, ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension momentanée des prestations à effectuer.

ARTICLE 27 : RESILIATION

27.1. Résiliation pour faute du titulaire

En application de l'article 41 du CCAG-FCS, l'Inserm peut résilier le marché pour faute du titulaire dans les cas suivants :

- a) Le titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail, à la protection de l'environnement, à la sécurité et la santé des personnes ou à la préservation du voisinage ;
- b) Des matériels, moyens, objets et approvisionnements ont été confiés au titulaire ou des bâtiments et terrains ont été mis à sa disposition, et il se trouve dans un des cas prévus à l'article 18.7 ;
- c) Le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels ;
- d) Le titulaire a fait obstacle à l'exercice d'un contrôle par l'acheteur dans le cadre des articles 17 et 22 ;

- e) Le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance, ou s'il ne respecte pas les obligations relatives aux sous-traitants mentionnées à l'article 3.6 ;
- f) Le titulaire n'a pas produit les attestations d'assurances dans les conditions prévues à l'article 9 ;
- g) Le titulaire déclare, indépendamment des cas prévus à l'article 39.1, ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- h) Le titulaire n'a pas communiqué les modifications mentionnées à l'article 3.4.2 et ces modifications sont de nature à compromettre la bonne exécution du marché ;
- i) Le titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution du marché, à des actes frauduleux ;
- j) Le titulaire ou le sous-traitant ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité, conformément à l'article 5 ;
- k) Dans le cas de prestations de maintenance, l'indisponibilité est constatée pendant trente jours consécutifs ;
- l) L'utilisation des résultats par l'acheteur est gravement compromise, en raison du retard pris par le titulaire dans l'exécution du marché ;
- m) Postérieurement à la signature du marché, le titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale ;
- n) Postérieurement à la signature du marché, les renseignements ou documents produits par le titulaire, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution du marché, s'avèrent inexacts ;
- o) Lorsque le remplaçant de la personne désignée pour assurer la conduite des prestations est récusé en application de l'article 3.4.3., à défaut de désignation d'un nouveau remplaçant dans un délai de trente jours, ou de récusation de celui-ci dans un délai de trente jours.

Sauf dans les cas prévus aux g, i, m et n du ci-dessus, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au titulaire et être restée infructueuse. Si la mise en demeure est infructueuse à l'issue de ce délai, l'Inserm peut résilier le marché. La résiliation aux torts du titulaire s'effectue à ses frais et risques, aucune indemnité n'est due au titulaire.

27.2. Résiliation pour motif d'intérêt général

Il est fait application de l'article 42 du CCAG-FCS.

ARTICLE 28 : DEROGATIONS AU CCAG-FCS

L'article 7 déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS

L'article 21 déroge à l'article 14 du CCAG-FCS